

Et si l'on abandonnait la subvention du butane!

• Le soutien aux énergies fossiles? «Une aberration énergétique»!

• Une taxe sur l'électricité et le carburant pour en finir avec le gaspillage

«LE gaz butane est un concurrent déloyal aux énergies renouvelables». Invité au Club de L'Economiste, Saïd Mouline, directeur général de l'Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (Aderee), a insisté sur la nécessité d'instaurer la vérité des prix pour les énergies d'origine fossile tout en accompagnant les populations vulnérables.

Le patron de l'Aderee estime que tant que «le butane sera subventionné les agriculteurs n'iront pas vers les énergies renouvelables puisque le prix du butane est artificiellement bas». Une «aberration énergétique» qui devrait être corrigée puisque le butane reste un des principaux concurrents des énergies renouvelables et en particulier à l'usage du photovoltaïque dans le pompage de l'eau pour l'agriculture. Un chantier pour lequel le gouvernement a prévu des mesures incitatives. L'idée est d'accorder des subventions aux agriculteurs pour s'équiper en pompes solaires photovoltaïques. Même les ménages pourraient substituer l'usage de la bonbonne de gaz à des chauffe-eau solaires. Un schéma comme celui en place en Tunisie où des banques financent les chauffe-eau solaires pourrait être dupliqué. Celui-ci consiste dans l'octroi au consommateur d'un crédit remboursable sur une durée limitée, avec un recouvrement assuré via la facture de l'électricité. «Aujourd'hui les banques sont conscientes que l'économie d'énergie est rentable et il faut la financer», soutient Mouline.

Pour accélérer la politique de diversification du bouquet énergétique, le re-



Saïd Mouline, directeur général de l'Agence de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (Aderee): «Une politique d'efficacité énergétique, c'est d'abord la pratique d'un juste prix» (Ph. Jarfi)

cours aux subventions est une option. Mais où trouver l'argent? «Il faut de l'accompagnement pour développer les énergies de source renouvelable», poursuit le DG de l'Aderee. Faut-il dans ce cas transférer les subven-

Mais la filière en a perdu des milliers d'autres à cause de la surcapacité chez les équipementiers. «Pourquoi pas une taxe sur l'électricité et les produits pétroliers. Elle pourrait être de 10 cen-

tions accordées aux énergies fossiles à celles de sources renouvelables? La question, politiquement explosive, n'est pas encore tranchée. Mais les benchmark réalisés par l'Agence relèvent aussi que tous les pays qui ont une avance dans ce domaine ont augmenté le prix de l'électricité comme ce fut le cas en Allemagne. Dans ce pays, une taxe de 3% sur l'électricité a permis de financer et de développer les énergies vertes. Une politique qui a permis de créer 400.000 emplois.

times sur le litre de carburant et accompagnerait toute la politique d'efficacité énergétique», avance Mouline.

Même les concessionnaires et les régies seraient appelés à participer à cet effort de financement du développement des énergies renouvelables. Dans ce cas, il faudra certainement s'attendre à des business plan des conces-

Des milliards de DH d'économies potentielles

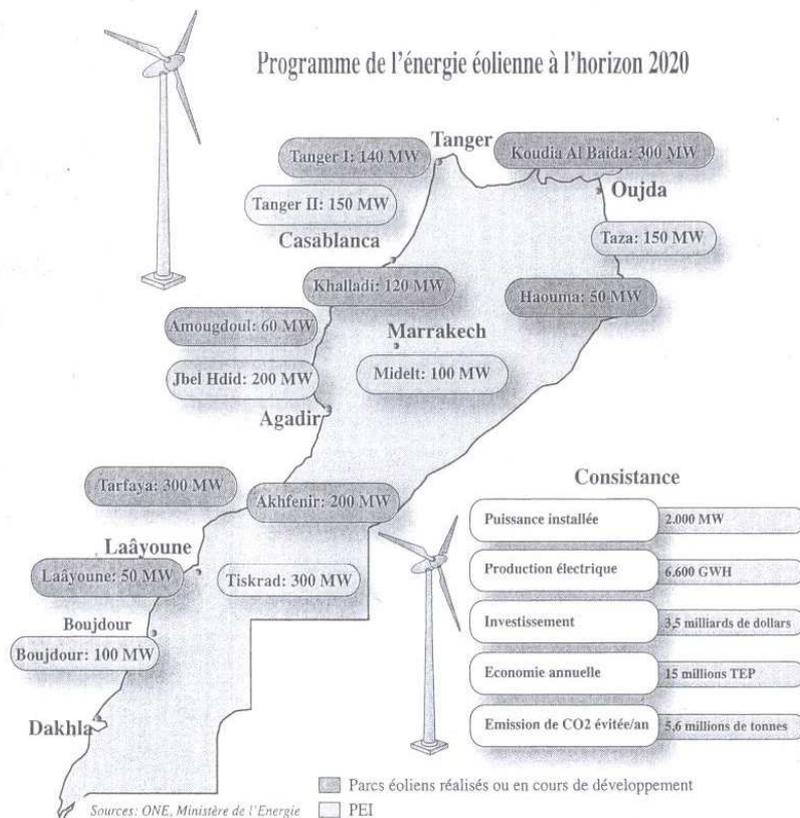
L'OBJECTIF affiché est d'atteindre 30% d'efficacité énergétique d'ici 2030. Ce qui se traduirait par une économie de 500 milliards de dirhams sur la facture énergétique évaluée à 1.500 milliards de dirhams sur les quinze prochaines années (à paramètre constant). Une facture évaluée sur la base d'un baril dont le cours ne risque pas de descendre au-dessus du seuil de 100 dollars.

Pour sécuriser l'approvisionnement national et assurer l'accessibilité de l'énergie à des prix compétitifs, le Maroc a opté pour un mix énergétique. L'enjeu est de porter la puissance électrique additionnelle totale de toutes origines à 9.246 MW d'ici 2020. Dans le mix énergétique, les énergies renouvelables sont appelées à jouer un rôle important. Leur part devra être portée à 42% de la puissance électrique totale installée en 2020. «Nous sommes dans un schéma nouveau où l'énergie renouvelable devient compétitive. C'est un peu comme les changements dans les télécoms», souligne Mouline. □

sionnaires et à des débats qui risquent d'être longs.

Les chantiers sont importants et vont du renouvellement du parc auto au financement des industries qui n'ont pas les moyens de se mettre aux énergies vertes, à l'éclairage public ou encore la valorisation des émissions thermiques des unités industrielles. Un challenge que le Maroc tient à relever puisqu'il permettra à terme d'économiser sur la facture énergétique estimée à 1.500 milliards de dirhams sur les quinze prochaines années. □

K. M.



La phase la plus importante du programme éolien (2.000 MW) fait l'objet d'un appel d'offres que se disputent les majors mondiales du secteur. La remise des offres techniques est prévue au plus tard à la fin du mois de juin